

Appel de Dakar **Pour un projet de recherche mondial exceptionnel**

La 22^e Assemblée Générale de la Fédération Mondiale des Travailleurs Scientifiques (FMTS) s'est tenue à Dakar, en décembre 2017. Face à la crise environnementale, elle a décidé d'appeler la communauté scientifique et toutes les populations de la planète à la mise en place d'un projet de recherche international exceptionnel, d'une hauteur de 2% du PIB mondial, soit environ 1200 milliards d'euros annuels, fondé sur les principes de coopération et de solidarité. Il s'agit d'une exigence mondiale et urgente.

Climat, biosphère, océans..., le système Terre est déstabilisé. Il entre dans une ère inconnue. Les conditions de vie de l'ensemble de l'humanité et des autres espèces animales et végétales sont menacées. A terme, la survie même de l'espèce humaine est posée. Le type d'activités humaines actuel constitue la cause de cette situation. Une transformation rapide et profonde de celles-ci est indispensable. Une transition technique, écologique et civilisationnelle, bénéficiant à tous les êtres humains, doit permettre une évolution du rapport entre l'humanité et le système Terre, assurant à l'humanité les conditions de sa survie, de la paix, du bien-être et de l'épanouissement de chacune de ses populations. L'enjeu est planétaire. Il exige une appropriation et une mobilisation de l'ensemble des nations, des populations et des secteurs d'activité. Il nécessite :

- que les principes de solidarité et de coopération doivent supplanter celui de concurrence ;
- la mise en œuvre de mécanismes de financement et de transfert de technologies adaptés aux besoins et aux trajectoires des différents pays ;
- le développement de dispositifs permettant de prendre en considération les besoins, les usages et les savoirs des populations ;
- une réduction des inégalités.

Une contribution majeure de la recherche – y compris en sciences humaines et sociales – est indispensable à cette transition. Pour ce faire, un terme doit être mis aux politiques qui tendent à principalement orienter la recherche vers la satisfaction des demandes des entreprises multinationales, et vers le soutien à la compétitivité des territoires soumis à une concurrence économique internationale aggravée par les accords de libre-échange. Des secteurs clés tels que l'éducation, l'énergie, la santé, l'agriculture, l'alimentation, l'industrie, sont stratégiques pour le devenir de l'humanité. Ils nécessitent la mise en place, sous l'égide de l'ONU, d'une agence – disposant des moyens juridiques contraignants et financiers nécessaires – en charge d'une programmation internationale de la transition, fondée sur des objectifs globaux et sur une flexibilité permettant de prendre en considération - et de s'enrichir- des spécificités nationales et locales. Cette programmation doit inclure des programmes de recherche internationaux d'une ampleur exceptionnelle, sans commune mesure avec les programmes actuels, organisés selon les principes de coopération et de solidarité. Ces programmes de recherche internationaux doivent être soutenus par les programmes et les réseaux de recherche internationaux et nationaux existants. Il est urgent de passer à un niveau exceptionnel d'investissement financier - de l'ordre de 1 200 milliards d'euros, soit 2 % du PIB mondial - pour mobiliser les forces scientifiques mondiales dans ces projets, sans exclusive, avec la participation de tous les pays.

Il s'agit de contribuer à la réalisation des objectifs suivants :

- augmenter l'efficacité énergétique et diminuer le coût de la production, du stockage et du transport des énergies renouvelables tout en réduisant drastiquement les effets négatifs aux plans environnemental et sanitaire ; cesser au plus vite toute exploitation d'énergies fossiles ;
- augmenter la captation de dioxyde de carbone par les sols agricoles et la reforestation, utiliser le CO₂ comme une matière première pour produire des composés chimiques, des combustibles et des matériaux à base de carbone ;
- réduire les émissions agricoles de méthane ; améliorer la qualité nutritive et sanitaire de l'alimentation ; réduire fortement les effets négatifs aux plans environnemental et sanitaire de l'ensemble des activités humaines ;
- préserver les sources d'eau douce, les rivières et les océans et assurer un accès universel à

l'eau potable ; préserver la biodiversité ;

- développer des technologies et des techniques adaptées à la diversité des situations locales, notamment dans leurs dimensions culturelle, environnementale et climatique (par exemple dans les domaines de l'habitation ou de l'énergie).

En ce XXI^e siècle, la préservation du système Terre et de l'ensemble des biens communs de l'humanité, le bien être durable et l'épanouissement de l'ensemble des humains, constituent les objectifs et la boussole devant orienter la communauté scientifique, et au-delà l'ensemble de la communauté humaine. La Fédération Mondiale des Travailleurs Scientifiques (FMTS) se mobilise pour la définition, la promotion et la mise en œuvre de stratégies visant ces objectifs. Elle appelle les scientifiques de tous les pays à s'engager dans des coopérations contribuant à la réalisation de ces objectifs, et plus largement dans le développement d'un mouvement international puissant en capacité de les atteindre. La FMTS portera les exigences de cet appel auprès des organisations de l'ONU et en fera la promotion auprès des ONG internationales et des fédérations et confédérations syndicales internationales et régionales. Elle appelle les citoyens du monde à porter cet appel devant leurs gouvernements.

Paris, le 12 février 2018